Visages politiques: Zsolt Páva

0 - 12:36

Redevenu maire de Pécs en mai 2009, Zsolt Páva reçoit une grande attention médiatique depuis l'éclatement du conflit entre la mairie de la ville et la filiale de Suez.

Originaire de Pécs, Zsolt Páva a obtenu ses diplômes en droit et en économie à l'Université des sciences de Pécs. Il a adhéré au parti Fidesz en 1989 et devint maire adjoint de Pécs en 1990. Entre 1994 et 1998, il a été maire de la ville mais n'a pas réussi à se faire réélire en 1998. Il ne s'est toutefois pas trop éloigné de la politique locale puisqu'il est devenu membre du conseil de développement régional, chargé des projets de modernisation des environs de Pécs. Ayant gagné l'élection partielle de la ville en mai 2009, qui a été organisée en raison du décès du maire socialiste Péter Tasnádi, il a repris la direction de Pécs. Lors de ce scrutin, Zsolt Páva a reçu deux fois plus de voix que Katalin Szili, qui était la candidate des partis MSZP, SZDSZ et MDF. Malgré cela, sa marge de manoeuvre paraissait, au début, très limitée puisque le conseil municipal, où les délégués MSZP et SZDSZ assurent la majorité depuis 2006, restait inchangé. Pendant les mois suivant son élection, Zsolt Páva a pourtant mené une politique très différente de celle de ses prédecesseurs, faisant passer des mesures de son goût.

Son retour à la tête de la ville semble avoir dynamisé les préparations de Pécs au projet de Ville Européenne de la Culture, même si de réels retards persistent et que

les plus grandes constructions ne seront pas achevées avant l'été ou l'automne 2010. Il cherche en même temps à concrétiser ses promesses de campagne, comme le renforcement de la sécurité des citoyens (un point très cher au Fidesz) par l'augmentation du nombre de caméras de surveillance et des patrouilles policières dans la ville. Il envisage également de créer la dénommée "Tüke kártya", une carte que les habitants de Pécs et les touristes visitant la ville pourront acheter pour bénéficier de réductions dans les musées, les transports ou chez les commerçants locaux. Zsolt Páva entend également donner plus de pouvoir aux associations civiles de la ville. De son point de vue, ces groupes ont tenté de représenter les intérêts des habitants au cours des dix dernières années, mais la direction de la ville n'a pas tenu compte de leurs actions, par exemple de celle qui cherchait à empêcher l'installation d'un radar sur le Tubes, une montagne dans les environs de Pécs.

La mesure sans doute la plus contestable de Zsolt Páva a été de permettre l'occupation du siège de la société des eaux Pécsi Vízmû Kft, dont la filiale hongroise de Suez (Suez Hongária Kft.) était propriétaire à 48,05%. La mairie avait décidé de reprendre en main la gestion du service de l'eau à Pécs et avait initié des négociations sur le rachat de la part de Suez Hungária dans l'entreprise. Mais, faute d'accord sur la transaction avant le délai fixé par la mairie, celle-ci a brusquement mis fin à l'activité de Pécsi Vízmû Kft en occupant son siège. Cette démarche inhabituelle a soulevé un vif débat dans la classe politique, surtout au sein des partis socialiste (MSZP) et libéral (SZDSZ) qui y voyaient une démonstration de force du Fidesz et de la politique économique hostile aux investisseurs étrangers qui pourrait suivre s'il gagnait les élections législatives en avril prochain. Cette affaire faisait également partie des motifs à l'origine de la lettre ouverte que neuf ambassadeurs étrangers (de la France, de la Belgique, des États-Unis, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Norvège et de la Suisse, du Royaume-Uni et du Japon) ont adressé au gouvernement hongrois afin d'exprimer leur préoccupation concernant le climat autour des investissements étrangers en Hongrie. Elle aura tout aussi bien des poursuites judiciaires puisque plusieurs plaintes ont été déposées. Jugeant illégale la démarche de la mairie, l'entreprise Pécsi Vízmû Kft. a notamment demandé la protection de sa propriété, tandis que la mairie accuse la direction de l'entreprise de malversation et de détournement de fonds. Environ 300 employés de Pécsi Vízmû Kft. ont quant à eux réclamé leurs salaires impayés à cause de l'éclatement de ce conflit.

Anna Bajusz

- Catégorie
  Agenda Culturel